

[Son programme pour l'Europe]
Défense, immigration, économie, souverainisme, écologie, culture...
Ce que pense vraiment Bellamy

Par

[Marianne Lecach](#) (Valeurs Actuelles)

Publié le 13/02/2019 à 16:00

La nomination de François-Xavier Bellamy comme tête de liste des Républicains aux élections du 26 mai prochain intrigue. Et pour cause... Sans expérience politique nationale, le philosophe s'est très peu exprimé sur l'Europe. Chaque prise de parole contribue donc aujourd'hui à dessiner les contours de son programme européen. De l'armée européenne à l'immigration en passant par l'économie, le souverainisme ou la culture européenne, compilation des premières pistes du "projet civilisationnel" du meneur de la droite.

Que dit-il de l'économie européenne ?

Bellamy ne se reconnaît aucunement dans les idées du Rassemblement national sur le terrain économique. « *Quand j'entends Jordan Bardella qui commence sa campagne en disant qu'il est temps d'arrêter de faire des cadeaux aux riches avec l'argent des pauvres...* » dit-il sur le plateau de Ruth Elkrief sur BFMTV le 31 janvier, au sujet de la tête de liste RN aux européennes. Concernant le retrait de l'Angleterre de l'Union européenne, François-Xavier Bellamy propose une troisième voie et se montre favorable à une renégociation du Brexit. « *Nous n'avons rien à gagner à voir l'Angleterre s'enfoncer dans la crise. Il est nécessaire de suivre le processus de négociation qui a été mené par Michel Barnier.* » Il est inutile selon lui, de créer une grande « *difficulté pour la Grande-Bretagne* », a-t-il répondu au micro d'Europe 1, en ajoutant que, « *la Grande-Bretagne sort de l'Union européenne mais ne sort pas de l'Europe* ».

Moins libéral que de nombreux élus Républicains, Bellamy s'oppose au libre-échange quand il en a l'occasion. Ainsi, lorsque *le Parisien* demande le 29 janvier dernier s'il aurait voté en faveur des traités de libre-échange avec les Etats-Unis (TAFTA) et le Canada (CETA), le philosophe répond un « *non* » catégorique. Pour lui, « *ils sont le signe d'une forme de naïveté de la part de nos gouvernants* ». Ces accords ne permettent pas d'obtenir une « *réciprocité qui serait l'équilibre élémentaire pour pouvoir défendre l'intérêt de nos entreprises* ».

Que dit-il de la défense européenne ?

François-Xavier Bellamy est défavorable à l'idée d'une armée européenne, une des volontés d'Emmanuel Macron. Il confie d'ailleurs au *Figaro*, le 23 janvier dernier, que l'armée européenne est un projet antidémocratique et inefficace : « *Il est impensable de penser une armée européenne intégrée étant donné la diversité des règles d'engagement qui distinguent nos pays. C'est aussi un projet antidémocratique : l'armée est une compétence régaliennne par excellence* ».

Que dit-il du souverainisme ?

Lorsque *le Parisien* pose la question, le 30 janvier dernier, de savoir s'il est souverainiste, François-Xavier Bellamy ne répond pas frontalement. Il estime que ce terme est « *réducteur* ». Et insiste sur le fait que la démocratie se fait à échelle nationale ; il est donc

impossible d'imaginer une démocratie à l'échelle européenne. « *Je ne crois pas que l'Europe puisse être le lieu d'un exercice démocratique unifié, parce qu'il n'y a pas de peuple européen. La belle singularité de l'Europe, c'est la construction d'une alliance de démocraties.* » Le 4 février à Radio Classique, Bellamy insiste sur le fait qu'il n'y a pas « *d'Etat européen, il y a une civilisation européenne* » puisque la démocratie se vit « *à l'échelle des peuples* ».

Le philosophe ajoute qu'il faut « *remettre la construction européenne au service des peuples pour qu'ils puissent maîtriser à nouveau leur destin* » dans une interview du *Figaro* le 23 janvier dernier. La mondialisation est « *subie* » par les peuples européens qui se font « *ballotter* » en « *payant les conséquences de la guerre commerciale qui se joue, ou dans la réponse aux flux migratoires* ». Dans un numéro de *La Croix* datant du 13 janvier dernier, il dit refuser le fédéralisme, et vouloir « *réhabiliter l'idée de l'alliance européenne, entre des partenaires qui décident de construire ensemble ce qui peut leur permettre de se renforcer dans le contexte de mondialisation, sans pour autant renoncer à leur liberté respective* ».

En décembre 2017, dans l'émission *L'Esprit Public* sur France Culture, Bellamy soutient la même idée : pour qu'il y ait une démocratie, il faut « *un demos c'est-à-dire un peuple européen. Or il n'y a pas de peuple européen* ». Le philosophe ajoute qu'« *il n'y a pas de souveraineté absolue et pourtant il y a bien une liberté des personnes et une souveraineté des nations* ».

En toute logique, François-Xavier Bellamy dénonce donc le système de souveraineté européenne d'Emmanuel Macron : « *Il faut revoir en profondeur le fonctionnement des institutions européennes et s'opposer à tout transfert de notre souveraineté à des échelles de décision qui ne sont pas responsables devant les citoyens.* » « *Tant que l'Union européenne sera instrumentalisée par ceux qui veulent la disparition des nations, seul cadre où s'exprime la souveraineté des peuples, elle sera jugée illégitime et le ressentiment à son égard ne fera que croître* » a-t-il revendiqué auprès de *Valeurs actuelles*, lors de son interview à publiée le 17 janvier 2019.

L'intellectuel critiquait déjà le président de la République en décembre 2017 sur *L'Esprit public* de France Culture : « *Comment le président peut-il à la fois tenter de faire porter la voix de la France dans le monde et affirmer que la souveraineté n'est plus qu'Européenne ? Si la France n'est plus souveraine, comment peut-elle avoir une diplomatie ? [...] Maintenant, si nous choisissons de dissoudre notre propre voix dans un grand tout européen, nous ne pourrons pas dire simultanément que la France veut jouer son rôle, tant qu'elle n'est pas souveraine.* »

Que dit-il de la culture européenne ?

L'intellectuel croit en une culture européenne et souhaite bâtir un patrimoine européen. Lorsque *le Parisien* le questionne le 30 janvier dernier sur ses propositions concrètes, il évoque la transmission culturelle et souhaite s'y investir. « *Pourquoi ne pas construire une Europe du patrimoine, en consacrant une partie du budget de l'UE à la protection et valorisation du patrimoine européen ?* »

Pour qu'il y ait un peuple, il faut une culture, assume Bellamy dans l'émission *L'Esprit Public* sur France Culture, le 17 décembre 2017 : « *Le travail de la culture ne se fait pas par la pure décision abstraite. Pour qu'un peuple se reconnaisse quelque chose en commun, il faut qu'il*

ait une langue commune, une culture commune, une histoire commune. Ça ne se constitue pas par la pure décision politique. »

Que dit-il de l'écologie ?

Dans une interview du *Parisien*, datant de fin janvier, le thème de l'écologie est abordé. Bellamy a pour idée de « *mettre en œuvre une taxe carbone à l'extérieur de nos frontières européennes sur les importations* » et de faire payer « *ceux qui font des bénéfices chez nous et qui ne respectent pas les normes environnementales que nous imposons à nos propres entreprises* ».

Que dit-il de l'immigration ?

Le chef de file de la droite veut un meilleur contrôle des frontières : « *Nous pourrions augmenter les moyens consacrés à Frontex (agence européenne de contrôle des frontières) pour répondre concrètement à ce défi migratoire* » a-t-il argumenté au *Parisien* le 30 janvier dernier. Pour lui, la question des réfugiés politiques ou religieux pose un problème pour les pays d'origine car, comme il le dit sur le plateau des Terriens le 26 janvier dernier « *aujourd'hui, ceux qui ont réussi à venir dans notre pays sont ceux qui ont réussi à réunir suffisamment de moyens pour partir, ceux qui ont des formations, des diplômes* ». Une alliance plus importante entre Etats européens est l'un des moyens pour pallier au problème migratoire et mettre fin au flux et à la traite d'êtres humains. Sur Europe 1, au Grand Journal du Soir le 30 janvier, il précise : « *Je ne crois pas qu'il faille nous isoler et nous replier sur nous-même pour régler ces problèmes* ».

En juin 2018, François-Xavier Bellamy est de nouveau l'invité d'Emilie Aubry de l'antenne de L'Esprit Public sur France Culture. C'est la période où la question des migrants et de l'amarrage de l'Aquarius est plus que d'actualité. Le débat est lancé avec une première question : « *La France a-t-elle trahi sa culture, sa mission d'accueil dans l'affaire de l'Aquarius ?* » Il justifie le refus des Italiens de voir amarrer de l'Aquarius : « *Ils ont accueilli des milliers de bateaux comme celui-ci (700 000 depuis 2013) et puis la question se pose au moment où vous dites que vous ne pouvez plus. Je crois que la question des migrations va nous exposer à des choix tragiques.* » Selon lui, l'Aquarius incarne la « *dérive d'une fausse générosité, une générosité authentique mais qui ne se pose pas la question de sa responsabilité* » faisant référence aux ONG et bateaux humanitaires qui sont le « *dernier relais dont les passeurs ont besoin pour pouvoir organiser la traite des êtres humains* ». Dans une enquête de Frontex datant de 2017, il est dit que des « *liens très directs existent entre les passeurs et ces bateaux humanitaires* » car les bateaux humanitaires se situent proches des côtes, prêts à tout naufrages d'embarcations de migrants.

Pour Bellamy, la loi Asile et Immigration, permettant le regroupement familial des mineurs étrangers isolés en France, est « *catastrophique* ». Cette loi pourrait selon lui être un fléau pour beaucoup de mineurs en Afrique et avoir des conséquences néfastes pour l'Europe : « *Quand on connaît le taux de fécondité et les conditions de développement de l'Afrique, on imagine bien que beaucoup de familles vont faire partir leurs enfants avec le sentiment que le premier qui arrivera en Europe, aura obtenu le succès pour toute la famille* ». Pour lui, on met donc des « *centaines voire des milliers de mineurs en les jetant sur les routes de l'exil et sur les routes des pires dangers qui les attendent* » soulignait-il au micro de L'Esprit Public sur France Culture. 13/02/2019